



Pauvreté et prostitution

Février 2022

Mouvement pour l'Égalité entre les Femmes et les Hommes

N. Roels

Pauvreté et prostitution

Pauvreté et prostitution sont intimement liées¹. En effet, la pauvreté, souvent entraînée par le chômage, le sous-emploi² et/ou des conditions de travail défavorables (noir, salaire, statut, etc)³ est un facteur important précipitant l'entrée en prostitution. De plus, la prostitution entraînerait un appauvrissement à long terme, entravant dès lors la sortie.

Comme en attestent les nombreux témoignages de personnes en situation de prostitution recensés, **l'avantage principal de se livrer à la prostitution reste l'argent**, bien qu'il puisse s'agir également d'échanges divers : invitations au restaurant, achats de vêtements⁴, ... Dans notre étude⁵, la large majorité des répondantes mentionnent le besoin ou le désir d'argent comme motivation à l'entrée dans la prostitution.

Parmi ces différentes raisons, la première reste la **sortie de la précarité** et cela est confirmé par différentes associations d'aide au public en situation de prostitution (Espace P Charleroi, Espace P Namur, Icar)⁶. Il se peut, par exemple, que le but d'un début soit de payer ses factures, puis l'on doit en payer d'autres, et ainsi de suite l'on rentre dans un engrenage.

Plus qu'une motivation, la situation financière peut s'avérer être une contrainte (sans papiers, sans éducation, etc) parce que la sortie semble impossible, selon Utsopi⁷. L'on parle alors de **prostitution de survie**⁸. Par exemple, Dequiré⁹ en France, souligne qu'une enquête révèle un nombre important d'étudiants (40000) se prostituant afin de financer leurs études, leur logement ou obtenir de l'argent de poche.

1 Farley, M., & Kelly, V. (2000). *Prostitution*. *Women and Criminal Justice*, 11, 29-64.
doi:10.1300/J012v11n04_04

2 Scambler & Scambler, 1995, cités par Farley & Kelly

3 Govers, P., & Absil, G. (2016). *Enquête exploratoire sur la prostitution en fédération Wallonie-Bruxelles : Prostitution, rapports d'oppression et agency*. Ministère de la Communauté française, Direction de l'Égalité des Chances.

4 Nissen, C. (2016). Trajectoires de vie et prostitution de rue (Mémoire de master en sciences psychologiques). Retrieved from <https://matheo.uliege.be/handle/2268.2/2219?locale=fr>

5 À paraître

6 Notre étude, à paraître

7 Notre étude, à paraître

8 Govers & Absil, 2016

9 2011, cité par Govers & Absil

De plus, d'après une étude réalisée par Farley *et al.*¹⁰, 72% des personnes interrogées et 67% des femmes bénéficiaires d'un service d'aide aux personnes en situation de prostitution en Californie¹¹ étaient ou avaient été **sans-abris**. Le sans-abrisme qui, dans de nombreux cas, fait état d'une fugue à l'adolescence est lié à l'engagement dans la prostitution pour beaucoup de chercheur·se·s¹². Ainsi, on note une forte tendance à la prostitution de la part des jeunes filles plus précaires et/ou ayant vécu des difficultés plus importantes. Les filles des classes moyennes, quant à elles, privilégient plutôt le vol¹³. Ainsi, le manque d'argent exerce un pouvoir coercitif très important : les femmes qui y entrent le font généralement pour payer un loyer, donner à manger à leurs enfants ou fuir de chez elles.

Partant de cette nécessité de subvenir à ses besoins et éventuellement à ceux de sa famille, **les difficultés à trouver un emploi** sont la cause principalement évoquée dans l'activité prostitutionnelle. Impossibilité de trouver un emploi dans leur domaine ou restructurations, les raisons qui donnent lieu à une situation de chômage sont diverses et variées. En effet, toutes les répondantes de l'étude de Govers et Absil avaient été victime d'exploitation économique avant l'entrée en prostitution, qu'il s'agisse d'emplois précarisés, de proposition de services sexuels contre l'obtention d'un travail ou d'une gestion patriarcale des revenus.

De cette façon **persiste l'idée que la prostitution puisse sortir hors de cet état de pauvreté**. Pour beaucoup de répondantes, cette activité est un moyen d'accéder à « une vie normale » ; c'est-à-dire pouvoir se payer un loyer, acheter une voiture, ... Se prostituer serait donc le dernier recours pour atteindre un niveau de vie serein et confortable.

Or, le prix moyen par transaction serait de 66,59€¹⁴. Weitzer et Boels¹⁵ avancent qu'un loyer pour une prostitution de vitrine coûte entre 100 et 150 euros en moyenne, pour 12

10 1998, cités par Farley & Kelly, 2000

11 PROMISE, 1997, cité par Farley & Kelly

12 McClanahan et al., 1999; Nadon et al., 1998; Seng, 1989; Simons & Whitbeck, 1991, cités par Roe-Sepowitz, D. E. (2012). Juvenile entry into prostitution: The role of emotional abuse. *Violence Against Women*, 18, 562-579. doi:10.1177/1077801212453140

13 Caputo, 2009, cité par Nissen, 2016

14 Adriaenssens, S., Hendrickx, J., Heylen, W., & Machiels, T. (2015). *A direct measure of output in prostitution in Belgium*. KU Leuven campus Brussel.

15 2015, cités par Govers & Absil

heures. En moyenne, les PSP rencontreraient 4 clients par jour¹⁶. Adriaenssens *et al.* considèrent le chiffre de 20%¹⁷ de consommation intermédiaire (location de la vitrine, vêtements, préservatifs, etc). Pour d'autres, le seul coût de la vitrine serait plus important. Selon Isala, il faudrait 150 clients par mois pour payer la vitrine¹⁸.

Ainsi, d'après plusieurs études¹⁹, 30,9 % de la population de personnes en situation de prostitution rencontrées se considèrent être dans une situation difficile au niveau financier. Sans tirer aucune conclusion quant au sens de cette liaison, il serait inopportun de nier **les facteurs d'appauvrissement à long terme** qu'engendre la prostitution. De l'avis des PSP, les revenus sont instables, et plus la personne vieillit, plus ses rentrées s'affaiblissent. Au fur et à mesure, chacune perd le contrôle sur son activité étant donné qu'il est plus simple de fixer les règles concernant les pratiques acceptées, la protection, ou autre, lorsque les revenus sont suffisants. Aussi, il faut souligner que l'argent généré par l'activité prostitutionnelle ne bénéficie pas entièrement à la personne en situation de prostitution. Les répondantes pointent différents acteurs bénéficiant de ce revenu, même si la personne n'est pas sous l'influence d'un réseau :

- Les propriétaires du lieu où a cours l'activité qui perçoivent un loyer sous forme de bail allant de 600 à 1500€ par mois selon Govers et Absil²⁰, et pouvant être rehaussé de « sommes d'arrangements ». Selon l'association Isala²¹, le loyer s'élève à 7500€ par mois pour une vitrine rue d'Aerschot ;
- Les contrats dans les salons de massage, qui appliquent aux PSP un statut de salariées. Elles toucheraient environ 50% des gains générés²²;
- Des caisses comme l'UCM ou SECUREX, qui perçoivent de l'argent à hauteur d'environ 700€ par trimestre, sans compter les taxes ;
- Le vol pur et simple, qui est un danger courant que risquent les PSP.

Toutes ces raisons permettent de conclure en un rapport systémique entre prostitution et misère financière : c'est **un véritable cercle vicieux**²³.

16 Decorte *et al.*, 2011, cités par Govers & Absil

17 Blades, 2011 ; Kazemier *et al.*, 2013, cités par Adriaenssens *et al.*

18 Notre étude, à paraître

19 D'après Decorte *et al.*, 2011, cités par Govers & Absil, 2016

20 2016

21 Isalaasbl.be

22 Govers & Absil

23 Dieleman, 2006, cité par Govers & Absil

Partant de ce constat, certains experts²⁴ pointent l'importance de la **lutte contre la pauvreté dans la problématique de la prostitution**, et en particulier le soutien aux familles monoparentales, d'autant plus à risque de pauvreté. Un des points d'action est celui de **l'amélioration des droits du travail** liés aux paiements des cotisations sociales tels que le droit au chômage, les congés de maternité, ... qui ne sont, bien souvent, pas forcément appliqués ni même connus. Sachant que la précarité est facteur à la fois d'entrée ainsi que d'entrave à la sortie de la prostitution²⁵, le système actuel n'est pas une solution viable. Ainsi, « entre répression et permission, il contribue surtout à affaiblir les TDS mais certainement pas le système prostitutionnel ni ceux qui les exploitent ». (p.8, Delmotte). De plus, **l'amnistie fiscale** est demandée par de nombreuses initiatives, afin de favoriser la sortie de la prostitution.

24 Govers & Absil

25 Govers & Absil; Delmotte, C. (2019). *Le travail du sexe en Belgique : Réflexion sur les droits des personnes prostituées en Belgique*. Institut Emile Vandervelde.